

COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 27 avril 2007
(convocation du 16 avril 2007)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Sept Avril Deux Mil Sept à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain ROUSSET, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. ROUSSET Alain, M. JUPPE Alain, M. HOUEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DAVID Alain, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCHENE Michel, Mme FAYET Véronique, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, M. MARTIN Hugues, M. FELTESSE Vincent, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GUICHARD Max, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISON Serge, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. ANZIANI Alain, M. BANAYAN Alexis, M. BANNEL Jean-Didier, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BELLOC Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, Mme BOURRAGUE Chantal, Mme BRACQ Mireille, Mme BRUNET Françoise, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, M. CARTI Michel, M. CASTEL Lucien, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, Mlle COUTANCEAU Emilie, Mme DARCHE Michelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme DELAUNAY Michèle, M. DELAUX Stéphan, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, M. DUCASSOU Dominique, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, M. DUTIL Silvère, Mme FAORO Michèle, M. FAYET Guy, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, M. JUNCA Bernard, Mme KEISER Anne-Marie, Mme LIMOUZIN Michèle, M. MANGON Jacques, M. MANSENCAL Alain, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MILLET Thierry, M. MONCASSIN Alain, M. MOULINIER Maxime, M. NEUVILLE Michel, Mme NOEL Marie-Claude, M. PARACHOU Serge, Mme PARCELIER Muriel, M. PETIT Alain, M. PONS Henri, M. QUANCARD Joël, M. QUERON Robert, M. REBIERE André, M. RESPAUD Jacques, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, M. TAVART Jean-Michel, Mme TOUTON Elisabeth, Mme VIGNE Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

Mme. CARTRON Françoise à M. ROUSSET Alain
M. DAVID Alain à M. TOUZEAU à partir de 11h00
M. FAVROUL à Mme PARCELIER à partir de 10h55
M. GELLE Thierry à M. MANGON Jacques
M. PUJOL Patrick à M. FAYET Guy
M. SEUROT Bernard à M. SOUBIRAN Claude
M. BANNEL Jean-Didier à M. BANAYAN jusqu'à 10h30
M. BREILLAT Jacques à M. CASTEL Lucien
M. CANIVENC René à M. QUERON Robert
M. CASTEX Régis à M. REBIERE André
Mme CAZALET Anne-Marie à M. DAVID Jean-Louis jusqu'à 11h00
M. CAZENAVE Charles à Mme CARLE DE LA FAILLE jusqu'à 10h35
M. CORDOBA Aimé à M. BROQUA Michel
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. LACUEY Conchita

M. DANE Michel à Mme. NOEL Marie-Claude
M. DELAUX Stéphan à Mme BRACQ à partir de 10h55
M. FERILLOT Michel à M. BAUDRY Claude
M. GRANET Michel à M. CARTI Michel à partir de 11h00
M. GOURGUES Jean-Pierre à M. MERCIER Michel
M. JAULT Daniel à Mme. DIEZ Martine
M. JUNCA Bernard à M. MANSENCAL Alain à partir de 10h45
Mme LIMOUZIN Michèle à Mme FAORO Michèle à partir de 11h00
M. LOTHAIRE Pierre à M. DUCASSOU Dominique
M. MAMERE Noël à M. HURMIC Pierre
M. POIGNONEC Michel à M. FLORIAN Nicolas
Mme. PUJO Colette à Mme. DARCHE Michelle
M. QUANCARD Joël à M. SIMON Patrick à partir de 12h00
M. SARRAT Didier à M. GUICHARD Max

LA SEANCE EST OUVERTE

**Poste de catégorie A à la Mission Evaluation Prospective Qualité Conseil -
autorisation de recourir à un agent contractuel**

Monsieur FREYGEFOND présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Un poste de consultant au sein de la Mission Evaluation Prospective Qualité Conseil est récemment devenu vacant.

Afin de pourvoir ce poste, les publicités légales ont été réalisées auprès du centre départemental de gestion et du centre national de la fonction publique territoriale le 15 décembre 2006.

Au terme de ces différentes publicités, la Communauté Urbaine de Bordeaux n'a été destinataire d'aucune candidature de fonctionnaire correspondant au profil recherché. En conséquence, compte tenu de la fonction très spécifique de ce poste, le recrutement d'un cadre A contractuel au titre de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 est envisagé.

Le candidat devra posséder une expérience en management de projet et d'équipe.

Il sera chargé :

- de l'évaluation prospective : projets d'évaluation des politiques communautaires,
- du conseil pilotage organisation :
 - ° conseil en gestion (mise en place de la comptabilité analytique, mise en œuvre des outils de pilotage et tableaux de bord)
 - ° conseil en organisation (accompagnement des démarches de réorganisation)
 - ° accompagnement de la mise en œuvre des outils de modernisation (dématérialisation de procédures),
- de l'accompagnement de la mise en œuvre des outils de management.

En application de la délibération n°2006/828 du 28 novembre 2006 relative à la rémunération des agents non titulaires, la rémunération serait alors fixée par référence à la grille indiciaire du grade des Attachés Territoriaux ainsi qu'au régime indemnitaire correspondant soit une rémunération brute annuelle comprise entre 26 957,52 euros (1^{er}

échelon, indice brut 379 – indice majoré 349) et 43 770,60 euros (12^{ème} échelon, indice brut 801 – indice majoré 658) indexée sur la revalorisation des traitements de la Fonction Publique Territoriale à laquelle il conviendrait d'ajouter la somme brute annuelle de 1083,96 euros au titre des primes semestrielles. Les éléments de cette rémunération seront révisables par analogie aux évolutions de la rémunération des agents titulaires.

Les crédits nécessaires à ce recrutement seraient alors prélevés au chapitre 012 – article 64131 – fonction 0200, soit un montant annuel maximum de 61 005,72 euros, traitement et charges patronales inclus.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, si tel est votre avis de bien vouloir autoriser les dispositions ci-dessus définies.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 27 avril 2007,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
22 MAI 2007**

PUBLIÉ LE : 22 MAI 2007

M. BERNARD SEUROT